

# Au mois de mai, on parle de quoi à la CGT-EVSPC? On vous parle CONDITIONS DE TRAVAIL

## Un point sur les conditions de Travail

### Qu'entendons-nous par cela ?

Elles sont l'ensemble des conditions régissant notre rapport et notre quotidien au Travail.

Recouvrant les aspects matériels, organisationnels et psychosociaux, elles concernent aussi bien les contraintes physiques, que les moyens mis à notre

disposition dans le cadre de nos missions ; mais aussi le temps et le/s rythme/s de travail, l'autonomie laissée à chacun, les relations avec les usagers, la hiérarchie et les collègues, mais aussi le sentiment d'utilité.

## Un aperçu général de la situation

Conquises de haute lutte, les conditions de travail semblent aujourd'hui se détériorer chaque jour un peu plus. Budgets rognés, agents abîmés, déconsidérés, hiérarchie interventionniste et procédurière, s'accompagnent d'un sentiment de délaissement et

souvent de déconsidération, de la part du cadre, mais aussi des usagers.

...et ça ce n'est que pour le public. En effet, c'est tout secteur confondu que l'on peut constater un recul en tous domaines.

## Passons à des exemples précis

### Sur la santé

Sur la santé, l'on a pu voir ces derniers mois se mettre en place de l'une des façons les plus sournoises, une véritable attaque de nos conquies sociaux. Par le biais des jours de carence, l'Etat bourgeois, affichait ostensiblement sa volonté de saper le moral et le droit des travailleurs du public en imposant à ces derniers trois journées de carence en cas d'arrêt maladie. Stoppé net dans son offensive l'Etat applique désormais une formule tout aussi malhonnête :

**- 1 jour de carence, les jours suivants de la période d'arrêt maladie pris en charge à 90%.**

Quid de la santé des agents ? Qui empêchera désormais tout un chacun de mettre la santé contre la rémunération dans une même balance ? Que faire nécessaire mais viennent coûte que coûte au travail, au mépris des risques de santé qu'ils encourent et que donc parfois nous encourent ?

### Sur le bâtimentaire

On constate depuis des années des locaux vétustes, hors d'usage, parfois impropres à l'occupation ou l'exploitation. De nombreux collègues travaillent, certains depuis des années, dans des bureaux, espaces qui nécessiteraient d'être remis à neuf voire pour

certaines repensés complètement, notamment ceux qui accueillent du public. Certaines collègues féminines de la mairie de Paris ne disposent par exemple parfois pas de vestiaires décentes leur permettant de se changer en toute sérénité

## **Sur l'autonomie et le bien-être...**

### ***De qui se moque-t'on ?!!***

De plus en plus d'agents, bien que passionnés par leur métier ainsi que par la notion de service public, remettent en question le sens de leur journée de travail. De même que la reconnaissance d'un engagement à long terme qui leur est désormais souvent reproché comme un manque de volonté par les médias et certains représentants de l'Etat ou partis politiques.

### **Une Catégorie pour les gouverner tous...**

Les métiers sont découpés, segmentés, compilés puis régurgités par l'administration bourgeoise afin qu'il n'en reste que de vagues fonctions. Fonctions ou tâches que l'on peut échanger et plaquer de façon infinie sur des agents que l'on souhaiterait capables et volontaires et interchangeable en tout.

Le but est simple. La suppression des métiers au sein de la fonction publique conduit inexorablement à un

aplanissement du système des catégories tel que nous l'entrevoions aujourd'hui, et mène de facto à une seule et même catégorie d'exécutants, aux ordres d'une caste dirigeante dispensée de toute considération. La CGT n'acceptera jamais que la volonté et la capacité des travailleurs soient remises en question !

### **...Et dans le privé les lier**

Comment expliquer l'augmentation de plus en plus palpable des recours à des prestataires ou contractuels, pour mener à bien des missions de service public ? Dans tous les services c'est le même constat. Les fonctionnaires expérimentés constatent que faute de moyens, et souvent de volonté, leurs missions ou des parties de leur mission sont « externalisées », « attribuées à un prestataire privé », « sous-traitées ».

Soyons clairs, il s'agit ici simplement de vendre la réalisation de ces tâches au plus offrant. Le but affiché, réduire les coûts. L'objectif mal dissimulé : nous faire payer leurs erreurs stratégiques et fautes de gestion des dernières décennies tout en préservant, à leur niveau et pour leur caste, leur statut de fonctionnaire.

Pourquoi les usagers devraient-ils payer des impôts pour entretenir un Etat qui prend d'une main pour ne pas rendre de l'autre ? Si chaque fonctionnaire est un investissement pour l'avenir des usagers du service public., chaque CDD, chaque contractuel constitue une

attaque portée aux statuts de la fonction publique, une défaite pour l'administration, qui favorise en cela sa propre destruction, et enfin une catastrophe pour les usagers qui observent une détérioration à vitesse variable de leurs services publics, et ce, partout sur le territoire.

Trop de collègues se voient contraints d'appuyer les intervenants prestataires dans leurs missions, car ces derniers, trop inexpérimentés par rapport aux fonctionnaires ayant acquis au fil des ans, sens de l'état et expertise, ne sont pas à même d'effectuer les tâches souvent particulières, toujours précieuses, qu'assument les fonctionnaires.

Quant à la hiérarchie, courroie de distribution d'une administration « administrante », elle a perdu tout lien avec le terrain et la réalité, et accompagne désormais coûte que coûte cette lente coulée vers un système toujours plus privatisé, excluant et exclusif.

***La fonction publique doit retrouver sa pertinence pour assurer son avenir. Cela nécessite la mobilisation de chacun d'entre nous.***



**En ce mois de mai, prenons conscience, perdons patience.  
Unis, défendons nos acquis**